



Cellule d'Analyse de Politiques
Economiques du CIRES



Programme d'Activité 2011

Révisé

juillet 2011

Financée par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique / African Capacity Building Foundation
(ACBF) et par l'Etat de Côte d'Ivoire - CC N° 0227945C
08 BP 1295 Abidjan 08 - Tél. : (225) 22 44 41 24 - Fax : (225) 22 48 51 68
E-mail : capec@afnet.net - www.capec-ci.org / Sise au CIRES, Bd. Latrille, près du Lycée Classique d'Abidjan

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
INTRODUCTION.....	3
I- CONTEXTE GENERAL	3
1.1- Contexte National	3
1.2- CONTEXTE INTERNATIONAL	6
II- ACTIVITES PREVUES POUR 2011	6
2.1- ETUDES ET RECHERCHES.....	6
2.2- PUBLICATIONS	12
2.3- FORMATION.....	12
2.4- SEMINAIRES DE DISSEMINATION, FORUM, INTERFACE ET GOUVERNANCE	13
2.5- ETUDES ET RECHERCHES A TITRE ONEREUX	14
2.6- CONSULTANCES.....	14
2.7- AUTRES ACTIVITES	14
2.8- RESULTATS ATTENDUS	16
III- INDICATEURS DE PERFORMANCE ET RISQUES	16
3.1- INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	16
3.2- RISQUES	17
CONCLUSION	17
ANNEXES	Erreur ! Signet non défini.

INTRODUCTION

L'Accord de don n° 203 signé entre l'université de Cocody-Abidjan et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) est entré en vigueur le 18 juin 2007. L'objectif général de la phase III du projet CAPEC (Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIREC) dont la durée est de quatre (4) ans est de consolider et d'accroître les gains réalisés au cours des deux phases précédentes, en termes de capacité humaine et institutionnelle dans le domaine de la formulation et de l'évaluation des politiques économiques.

Les activités essentielles au démarrage du projet (mise en place de l'organe de gouvernance, renouvellement des équipements de la CAPEC, etc.) ont été réalisées de juin à décembre 2007. En 2008, toutes les activités traditionnelles de la CAPEC, notamment les études et recherches, le renforcement des capacités des cadres de l'Administration et du secteur privé et les publications, ont été réalisées. Par ailleurs, la CAPEC a entrepris, en 2008, de renforcer ses relations avec l'Administration publique à travers les points focaux désignés au sein de plusieurs Ministères.

Les activités des années 2009 et 2010 ont été élaborées de manière à s'articuler avec les circuits décisionnels pour permettre à la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIREC d'être en phase avec son environnement. Les principales activités programmées ont été réalisées.

Ce document décrit les activités programmées pour être réalisées en 2011, dernière année de la phase III du projet CAPEC. Le programme d'activité est élaboré sur la base du document projet et de l'Accord de don. Les principales préoccupations du gouvernement, extériorisées dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté et celles relatives à la gouvernance économique sont prises en compte dans le choix des thèmes des études et de renforcement des capacités des cadres de l'Administration, du secteur privé et de la Société Civile. Le programme d'activité 2011 s'inscrit dans une logique d'environnement socio-politique et économique post conflit et électoral. Les besoins en renforcement des capacités exprimés par les cadres de l'Administration publique, du secteur privé et de la société civile lors des différents ateliers de formation ainsi que ceux qui sont identifiés dans le rapport d'évaluation des besoins en renforcement des capacités pour la gouvernance économique en Côte d'Ivoire sont également pris en considération dans l'élaboration du programme.

Le reste du document comprend trois sections. Le contexte général est décrit dans la première section, suivi de la présentation des activités prévues pour l'année 2011 dans la deuxième. La troisième section est consacrée aux indicateurs de performance et aux risques.

I- CONTEXTE GENERAL

Le contexte national est décrit à la sous section 1.1. Il est suivi de la présentation du contexte international à la sous section 1.2.

1.1- Contexte National

1.1.1 Conséquences de la crise

Le contexte national est marqué par la sortie de la crise post électorale et la reconstruction de la cohésion sociale. En effet, l'Accord Politique de Ouagadougou signé le 4 mars 2007 a permis de réaliser le désarmement et d'organiser l'élection présidentielle en novembre 2010. Celle-ci sera suivie, au cours des prochains mois, par les élections législatives et régionales. Ces élections constitueront un tournant décisif vers la reprise des activités et la mise en œuvre des programmes de développement. Elles ouvriront de nouvelles perspectives et orienteront la Côte d'Ivoire vers un processus de restauration et de consolidation d'une paix durable facteur de développement. Cependant, le nouveau gouvernement aura de grands défis à relever. En effet, l'instabilité politique et le conflit militaro-politique débuté en 2002 ont eu des conséquences négatives sur la croissance économique, le social et aggravé la pauvreté, malgré la transition vers la consolidation de la paix et de la relance économique, suite aux Accords Politiques de Ouagadougou.

Au plan économique, la croissance moyenne du PIB est devenue négative entre 2000 et 2006. Les investissements publics et privés sont tombés en dessous de leurs niveaux d'avant 2000, suite à la montée des inquiétudes concernant la situation politique et sécuritaire et à la diminution des financements extérieurs. L'activité du secteur privé a été réduite (en particulier dans le secteur industriel). En 2006, le PIB réel était inférieur d'environ 35% au niveau tendanciel constaté avant la crise. Le taux de croissance du PIB qui était de 3,8% en 2009 a chuté à 2,6% en 2010. Selon les estimations il sera négatif (-7,5%) en 2011 mais atteindra 6% dès 2012.

La croissance des exportations, en volume, a chuté entre les périodes 1994-99 et 2000-06. Le solde extérieur courant a bien résisté grâce à l'augmentation des exportations de pétrole à partir de 2002 et à des termes de l'échange généralement favorables. Des arriérés extérieurs considérables ont été accumulés et les réserves internationales sont demeurées suffisantes.

La crise militaro-politique a également affecté le social. Elle a entraîné, entre 2002 et 2006, une baisse de 250 000 emplois, au niveau du secteur privé moderne. Le taux de chômage s'est accru passant de 6,2% de la population active en 2002 à 15,7% en 2008 avec un taux de 27,4% en milieu urbain contre 8,7% en milieu rural. Le taux brut d'activité, selon l'ENV2008, était de 50,2% contre 42,4% en 2002 et 46,0% en 1998. Quant au taux net d'activité des 15-59 ans, il était de 80,1% en 2008 contre 65,8% en 2002.

Cette situation s'explique d'une part, par des problèmes structurels et, d'autre part, par une mauvaise conjoncture liée à la crise politique. Les structures tant publiques que privées, pourvoyeuses d'emplois salariés, n'étant pas capables d'absorber toutes les demandes, le nombre de sans emplois et de chômeurs générés par la crise économique a donc augmenté.

La crise a, dans une certaine mesure, favorisé et amplifié le phénomène de pauvreté. Selon l'INS (2008), la pauvreté a connu une forte progression entre 1985 et 2008. Ainsi, l'incidence de la pauvreté est, passée de 38,4% en 2002 à 48,9% en 2008 (INS, ENV 2008). Selon cette étude, les crises sociopolitiques et militaires sont à la base d'une hausse tendancielle du niveau de la pauvreté.

Les inégalités des revenus se sont aussi accentuées. En 2002, les 10% les plus riches cumulaient 36% du revenu national contre 20% pour les 50% les plus pauvres. Le pourcentage des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 1 dollar par jour, est de 38,5% en 2002 contre 36% en 1998.

Après les Accords Politiques de Ouagadougou, une instabilité relative a été retrouvée. Elle a permis d'améliorer les indicateurs économiques par rapport à leur niveau d'avant 2007.

1.1.2 Développements économiques récents

A la faveur de la mise en œuvre du programme de sortie de crise issu de l'Accord Politique de Ouagadougou et de la conclusion de l'Assistance d'urgence Post conflit (AUPC) en août 2007, l'économie a bénéficié d'un retour de confiance des opérateurs économiques. Elle a amorcé un redressement qui s'est traduit par un taux de croissance du PIB réel de 2,5% en 2008 et 3,5% en 2009 (BAfD, 2010). L'analyse faite par le FMI envisage une amélioration graduelle de la croissance économique qui pourrait se situer autour de 4,7% pour la période 2009-2013, et se stabiliser à 6% par la suite en conformité avec ce qui était la tendance historique de la croissance du pays. Le taux de croissance du PIB par tête a été négatif (-2,9%) en 2009 mais, selon les projections du FMI, il sera de 1,2% en moyenne, entre 2009 et 2011.

Le taux d'investissement a augmenté de près d'un point de pourcentage en 2008 par rapport à 2007 pour se situer à 9,4% du PIB. Le taux de croissance réel de l'investissement s'est élevé pour atteindre 14,7% en 2008. La hausse de l'investissement total a été stimulée principalement par l'investissement public qui a augmenté de 20% en 2008 contre 1,2% en 2007.

Au niveau des finances publiques, les recettes se sont améliorées. Elles ont été estimées à 21,7% du PIB en 2009 contre 20,3% en 2008. La part des dépenses dans le PIB a connu une légère hausse passant de 19,7% en 2008 à 20,6% en 2009. Le solde budgétaire, en 2009, a été de 1,1% du PIB.

Au plan de la demande extérieure, les exportations ont été estimées à 46,6% du PIB en 2009 et les importations à 37,4%. Les taux de croissance des exportations et des importations étaient respectivement de 1,5% et 3,3% en 2008.

L'Accord Politique de Ouagadougou n'a pas seulement permis la reprise économique. Grâce à la stabilité sociopolitique qui en découle, des progrès sont accomplis dans la recherche du rééquilibrage budgétaire, la gouvernance économique. La stabilité a permis également d'opérer certaines réformes structurelles.

Concernant les réformes structurelles, des mesures ont été mises en œuvre au niveau de la gestion des finances publiques, des secteurs public et financier. Le Gouvernement a effectué, avec l'appui des partenaires au développement, une revue de la gestion et du système des finances publiques (PEMFAR). Cette étude a permis d'évaluer la gestion du système des finances publiques, y compris le système de passation des marchés publics, et relevé de nets progrès. Le Gouvernement entend améliorer la transparence en matière de gestion des ressources publiques et renforcer l'administration publique et les capacités institutionnelles sur l'ensemble du territoire.

Conscient des enjeux de la reconstruction nationale et de la relance économique, le Gouvernement a adopté un ensemble de documents de stratégies globales et sectorielles qui fixent ses priorités et le cadre d'intervention pour la période post-crise. Il s'agit notamment (i) de la stratégie nationale en matière de bonne gouvernance pour la période post-conflit afin d'instaurer un climat de confiance, (ii) du document de stratégie de relance du développement et de réduction de la pauvreté (DSRP), (iii) du Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF 2009-2013), (iv) du Plan National de Bonne Gouvernance et de lutte contre la Corruption (PNBGLC). Les thèmes des études et des ateliers de renforcement des capacités retenus pour 2011 sont orientés de manière à aider le gouvernement à réaliser ces priorités.

Les autorités ivoiriennes devront, en plus des défis internes, faire face aux contraintes externes pour réaliser la croissance économique, nécessaire pour réduire la pauvreté.

1.2- CONTEXTE INTERNATIONAL

Après s'être contractée de 1,1% en 2009 contre une progression de 3% en 2008, l'activité économique mondiale a renoué avec la croissance. Elle s'est améliorée de 3,5% en 2010. La reprise est plus marquée dans les pays émergents et en développement où, selon les estimations, la croissance du PIB devrait atteindre près de 5% en 2010 contre 1,8% en 2009.

L'évolution positive de l'activité économique constatée augure la sortie de crise au plan international. La reprise de la demande et la hausse des cours des matières premières qui pourraient en résulter devraient être favorable à la Côte d'Ivoire. Grâce à la sortie de la crise sociopolitique, à l'évolution positive de l'économie mondiale et aux bonnes perspectives régionales, un taux de croissance forte en Côte d'Ivoire est probable. Selon les estimations, il pourrait atteindre 5,7% en 2014.

II- ACTIVITES PREVUES POUR 2011

Le Programme d'activité de l'année 2011 s'articule autour de sept (7) points : (1) les études et recherches, (2) les publications, (3) le renforcement des capacités des cadres de l'Administration, du secteur privé et de la Société civile, (4) les séminaires de dissémination, forum et interface, (5) les études et recherches à titre onéreux, (6) les consultations et (7) les autres activités. Les sous sections ci-dessous reprennent successivement en détails tous les points du programme d'activité.

2.1- ETUDES ET RECHERCHES

Au titre des Etudes et Recherches, les chercheurs de la CAPEC entendent réaliser, en 2011, six (6) études portant sur des thèmes qui préoccupent les autorités ivoiriennes et le secteur privé. La priorité est accordée aux études sectorielles, et à la bonne gouvernance économique. Les thèmes relatifs à la gestion post-conflit et au développement durable ne seront pas occultés car ces sujets sont d'actualité. En plus des six études individuelles, deux études thématiques seront réalisées par les chercheurs pour compléter à huit (8) le nombre total. Les résumés des propositions de recherche pour l'année 2011 sont présentés ci-dessous.

Etude 1 : Solde budgétaire, solde externe et structure des dépenses : cas de la Côte d'Ivoire

1. Introduction

La politique budgétaire fait l'objet de controverses, en particulier l'impact du déficit budgétaire sur l'équilibre externe. Ainsi, bien que de nombreuses études se sont intéressées à l'examen des liens qui peuvent exister entre les deux déficits, budgétaire et du compte courant, aucun consensus n'existe quand à la nature exacte de la relation entre ces deux agrégats.

De nombreuses interrogations sont posées aussi bien par les économistes que par les décideurs en matière de politique économique. Existe-t-il de relation de cause à effet entre le solde interne mesuré par le solde budgétaire et le solde externe mesuré par le solde de la balance de paiements courants ?

si la réponse est affirmative, s'agit-il d'une relation unidirectionnelle ou bidirectionnelle ? En effet, la théorie économique suggère que la nature de la relation est unidirectionnelle allant du solde interne vers le solde externe (Hatemi et Shukur, 2002 ; Leachman et Francis, 2002 ; Kouassi et al., 2004), cependant des travaux empiriques ont révélé que la nature de la relation peut aussi être bidirectionnelle (Kouassi et al., 2004). Autrement dit, le solde interne affecte et est affecté par le solde externe. Il existe aussi une autre explication théorique dit théorie de l'équivalence ricardienne qui stipule qu'entre les deux soldes il n'existe aucun lien de causalité.

Ainsi, la problématique de cette étude consiste à savoir si les deux déficits sont réellement co-intégrés ou bien leur corrélation n'est qu'une coïncidence statistique, et ce dans le cas particulier de la Côte d'Ivoire.

2. Objectifs

L'objectif global de l'étude est de vérifier la relation empirique entre le déficit budgétaire et le déficit de la balance des paiements courant, dans le cas spécifique de la Côte d'Ivoire.

De façon spécifique, il s'agira de vérifier les liens de causalité existants entre d'une part le solde externe et la consommation publique, et d'autre part entre le solde externe et la dépense publique d'investissement. Cette décomposition est fondamentale pour déterminer laquelle de ces composantes doit subir l'ajustement pour atténuer les effets de l'absorption publique sur le solde externe.

En effet, la théorie de l'absorption suggère que le pays désirant réduire son déséquilibre financier externe devrait réduire l'absorption publique sans préciser la composante à réduire. De ce fait, les pays agissent généralement sur la composante investissement public qui est plus facile à réduire contrairement à la consommation publique. Or des travaux théoriques et empiriques ont montré que dans les pays en développement, il existe une complémentarité entre les investissements public et privé. La réalisation d'un taux de croissance susceptible de déclencher un réel processus de développement ne peut se faire que grâce à la combinaison des efforts d'investissement entre le secteur public et le secteur privé.

3. Résultats attendus

L'intérêt porté à cette question, peu novatrice à première vue, se justifie plutôt par ses implications en matière de politique économique. En effet, la mise en évidence d'une relation de long terme entre les déficits externe et interne signifie une reconsidération des politiques commerciales et budgétaires étant donné leur dépendance. Par ailleurs, l'existence d'une relation de long terme entre le solde de la balance de paiement courant et les composantes de l'absorption publique permettra de cibler celle sur laquelle il faudra agir pour avoir un meilleur résultat en termes de réduction de déséquilibre.

Etude 2 : Analyse de l'Interaction entre Energie, Environnement et Croissance économique en Côte d'Ivoire

1. Introduction

Les gaz à effet-de-serre, particulièrement les émissions de dioxyde de carbone (CO₂), sont considérés comme les principales causes du réchauffement et du changement climatique. Dans l'optique de

réduire le réchauffement climatique, plusieurs pays ont ratifié le protocole de Kyoto en 1997 pour réguler les émissions des gaz à effet-de-serre.

L'influence de la qualité de l'environnement a été largement étudiée par les économistes dans les années 1990. L'environnement est ainsi vu comme un déterminant de la croissance économique à partir de modèles de croissance endogène inspirés de Romer (1986, 1990), Lucas (1988), Grossman et Helpman (1991), Aghion et Howitt (1992). De récentes contributions montrent clairement que l'énergie accroît de manière importante l'émission de gaz-à-effet-de-serre. En effet, 65% de ces émissions dans le monde sont le fait de la production et de l'utilisation d'énergie (IEA, 2008).

2. Objectifs

L'objectif de cette étude est d'analyser l'interaction entre l'environnement, la consommation d'énergie et la croissance économique en Côte d'Ivoire. Il s'agira plus spécifiquement d'analyser les évolutions des émissions de CO₂, de la consommation d'énergie et du produit intérieur brut (PIB) de la Côte d'Ivoire au cours des dernières décennies, de modéliser la relation entre ces variables, et de proposer des mesures de lutte contre les émissions de CO₂ et de production d'énergies 'propres' en Côte d'Ivoire et dans un cadre régional, par exemple, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

3. Résultats attendus

Cette étude permettra d'apprécier la contribution de l'environnement et de l'énergie au développement durable de la Côte d'Ivoire et d'élaborer une politique de développement et de pénétration des marchés sous-régionaux afin d'en faire un instrument d'intégration.

Etude 3 : Comment réussir la promotion de l'investissement privé au service du développement en Côte d'Ivoire en période post-crise ?

1. Introduction

C'est en 2003 que l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a lancé « *l'Initiative pour un investissement au service du développement* ». Les orientations destinées à permettre aux donateurs de mieux tirer parti de l'Aide Publique au Développement (APD) pour promouvoir l'investissement privé au service du développement, en constitue l'un des éléments. Les autres volets de l'Initiative sont l'élaboration d'un Cadre d'action pour l'investissement et la mise en commun des enseignements tirés par l'OCDE de l'utilisation qu'elle a faite des examens de l'aide pour renforcer les capacités nécessaires à la politique de l'investissement dans les pays en développement. Selon le Rapport des Nations Unies (2002), le Consensus de Monterrey souligne que l'investissement privé constitue un puissant catalyseur de l'innovation, de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Il note surtout qu'une augmentation considérable de l'investissement s'impose pour que les pays en développement soient nombreux à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) notamment la cible consistant à réduire de moitié d'ici à 2015, la proportion de personnes vivant avec moins de un dollar US par jour (OCDE, 2006). La Côte d'Ivoire qui représente environ 40% du PIB de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) ne peut se permettre de rester à l'écart d'une telle dynamique. Depuis 2002, elle a malheureusement connu une crise militaro-politique qui a fragilisé son potentiel productif et détérioré ses indicateurs de performance économique (Ouattara, 2008). A titre illustratif, la pauvreté en Côte d'Ivoire s'est accentuée de 38,4% à 48,9% de 2002 à 2008 (INS, 2009). C'est pourquoi, il apparaît plus que jamais important de mener des réflexions sur le meilleur moyen de promouvoir l'investissement privé au service du développement en

période post-crise. Par quels moyens la Côte d'Ivoire peut-elle mobiliser plus largement l'investissement intérieur et attirer davantage l'investissement étranger ? Comment faire en sorte que l'investissement ait un impact positif plus grand sur la pauvreté ? De quelle manière les donateurs peuvent-ils aider les pays en développement comme la Côte d'Ivoire à stimuler l'investissement productif, notamment dans le sens propice à la réduction de la pauvreté ?

2. Les objectifs de l'étude

L'objectif général de cette étude est d'élaborer un cadre d'actions stratégiques pouvant mobiliser davantage les investissements privés nationaux et étrangers tout en les rendant productifs. De façon spécifique, il s'agira de définir les conditions opérationnelles susceptibles de faire en sorte que l'investissement ait un impact significatif sur la pauvreté. Il s'agira également d'indiquer les politiques économiques à mettre en place pour profiter des enseignements tirés par les donateurs pour le renforcement des capacités nécessaires à la politique de l'investissement en Côte d'Ivoire.

3. Les résultats attendus

Cette étude devrait présenter, à l'endroit des décideurs et opérateurs économiques, des orientations sur les moyens de mieux utiliser l'aide publique au développement (APD) pour promouvoir l'investissement privé au service du développement. Elle devrait mettre l'accent sur la manière dont les organismes d'aide peuvent contribuer à l'instauration des conditions requises pour faire croître le niveau de l'investissement privé et sur la démarche à adopter pour mettre davantage l'investissement au service de la réalisation des grands objectifs sociaux, notamment la réduction de la pauvreté. Notons enfin que cette étude devrait aider les agents, les décideurs et les opérateurs à suivre une approche plus stratégique et plus coordonnée pour la conception et la mise en œuvre d'activités d'APD propres à exercer un effet de levier sur l'investissement.

Etude 4 : Analyse des déterminants de l'épargne domestique en Côte d'Ivoire

1. Introduction

Le rôle de l'épargne dans le processus de croissance a longtemps été un axiome fondamental dans la théorie du développement. L'épargne financière sert à financer les besoins de crédits des agents et l'investissement. Une étude réalisée par la Banque Mondiale (1993) révèle que les pays qui ont des taux d'épargne élevés croissent plus vite que ceux ayant des taux d'épargne faibles. Une comparaison internationale faite par Loayza *et al.* (2000) montre que le taux d'épargne a connu une croissance régulière dans les pays de l'Asie de l'est, une stagnation dans les pays d'Amérique latine et une baisse en Afrique Sub-saharienne. C'est ainsi que l'on attribue la source du miracle des pays d'Asie de l'Est à la forte transition démographique qui a contribué à accroître les taux d'épargne et la croissance économique (Higgins et Williamson, 1997; Bloom et Williamson, 1998; Mason, 2001). Cette divergence a stimulé un intérêt croissant des économistes en ce qui concerne les facteurs explicatifs de l'épargne. La mobilisation de l'épargne revêt un intérêt plus important pour les pays africains en général et la Côte d'Ivoire en particulier. La faiblesse de l'épargne intérieure enferme ces pays dans le choix inconfortable d'une faible croissance économique, d'une dépendance excessive de l'épargne extérieure et d'une vulnérabilité plus accrue aux chocs extérieurs. Concernant plus particulièrement la Côte d'Ivoire, la mobilisation de l'épargne devrait servir à financer la reconstruction nationale et à relancer l'économie abîmée par huit années de crise socio-politique. De ce point de vue, une identification des déterminants

fondamentaux de l'épargne est vitale dans la perspective de promouvoir l'épargne, l'investissement, la consommation et la croissance économique.

2. Objectifs

L'objectif de cette étude est d'appréhender les facteurs explicatifs de l'épargne intérieure en Côte d'Ivoire. De façon plus précise, il s'agira dans un premier temps d'inventorier les déterminants théoriques de l'épargne; puis, dans un second temps, de quantifier la contribution de chacun de ces facteurs à l'évolution à court et long terme de l'épargne.

3. Résultats attendus

Les résultats attendus de cette étude portent sur l'identification des facteurs socioéconomiques qui expliquent le niveau de l'épargne financière en Côte d'Ivoire. Les recommandations qui en découleront permettront non seulement de comprendre la faiblesse des taux actuels de l'épargne domestique mais aussi d'identifier les interventions susceptibles d'en améliorer les niveaux.

Etude 5 : Crise Financière et Crise Ivoirienne : impacts attendus sur les dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest

1. Introduction

Selon les données de l'Université de Sussex 2005, les peuples d'Afrique de l'Ouest migrent vers d'autres pays d'Afrique sub-Saharienne et principalement d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. La destination Afrique sub-Saharienne est choisie par environ 71% des migrants de la zone. Les pays d'accueil sont principalement la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigeria. En dehors des déplacements internes à la zone, les destinations recherchées par les ressortissants des pays d'Afrique de l'Ouest sont les pays de l'Union Européenne (14% des émigrants) et ceux de l'Amérique du Nord (6% des émigrants).

La crise socio-politique que connaît la Côte d'Ivoire, première destination des émigrés de l'Afrique de l'Ouest, depuis 2002 et la lente et difficile reprise économique dans les pays occidentaux après la crise financière de 2007-2009, nous amènent à nous interroger dans cette recherche sur l'évolution des dynamiques migratoires en Afrique de l'Ouest.

2. Objectifs

Dans cette étude, nous chercherons à mettre en exergue les scénarios envisageables comme réponse des émigrants de l'Afrique de l'Ouest à la crise socio-politique en Côte d'Ivoire et à la crise financière internationale de 2007-2009. Quelles sont les caractéristiques des migrations internationales en Afrique de l'Ouest? Quels sont les changements attendus dans les comportements des migrants du fait de ces crises ? Voici les questions auxquelles nous tenterons d'apporter des réponses.

3. Résultats attendus

A partir des données de l'Université de Sussex sur les mouvements migratoires internationaux (émigrations-immigrations) et de l'analyse théorique, notamment le modèle du capital humain, nous allons établir les scénarios envisageables en ce qui concerne les migrations internationales, précisément l'émigration à partir de l'Afrique de l'Ouest dans cette deuxième décennie du 21ème siècle.

Etude 6 : Impact économique de la guerre sur la population en Côte d'Ivoire.

1. Introduction

Une personne sur cinq est directement affectée par les guerres civiles en Afrique subsaharienne selon un rapport de la Banque mondiale sur les perspectives de développement en Afrique publié en 2000. Ces guerres font subir aux populations des coûts économiques et sociaux. Les coûts économiques concernent principalement la perte de production estimée sur l'ensemble de la période du conflit à environ 105% du PIB annuel avant le début du conflit et l'augmentation des dépenses militaires au détriment des dépenses d'infrastructures et de santé (Banque Mondiale, 2003). Les coûts sociaux les plus évidents sont : une aggravation de la pauvreté et du chômage du fait de la contraction de l'activité économique, une hausse du taux de mortalité, les déplacements de populations et les dommages psychologiques (dépression, anxiété...). Le conflit civil que connaît la Côte d'Ivoire depuis septembre 2002 a aussi eu des répercussions négatives sur l'économie et le social. La croissance économique moyenne est devenue négative entre 2000 et 2006. Elle est restée bien inférieure aux taux observés dans le reste de l'Union Economique Ouest-Africaine et de l'Afrique subsaharienne. Les investissements publics et privés sont tombés en dessous de leurs niveaux antérieurs, suite à la montée des inquiétudes concernant la situation politique et la sécurité et à la diminution des financements extérieurs. L'activité du secteur privé a été réduite (en particulier dans le secteur industriel). Le chômage s'est accru passant de 6,2% de la population active en 2002 à 15,7% en 2008 et la pauvreté des ménages s'est aggravée au cours des six dernières années, passant de 38% en 2002 à plus de 48,9% en 2008 (INS-ENV 2008, Plan National de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la corruption, 2010). Une sortie durable de la crise suppose la mise en œuvre de programmes de lutte contre la pauvreté et le chômage dont l'efficacité requiert la connaissance des caractéristiques des populations affectées par la guerre ainsi que les pertes subies.

2. Objectifs

L'objectif de cette étude est d'analyser l'impact économique de la guerre sur la population en Côte d'Ivoire. De façon spécifique, il s'agit d'identifier les caractéristiques des populations affectées par la guerre en Côte d'Ivoire et d'analyser les pertes subies par ces populations.

3. Résultats attendus

Cette étude devrait permettre de connaître les caractéristiques des populations affectées par la guerre ainsi que les pertes subies, et de proposer des solutions pour aider ces populations.

2.2- PUBLICATIONS

Au titre des publications, l'ensemble des études et recherches réalisées par la CAPEC, au cours de l'année 2010, sera publié dans l'un des trois supports de publication de la Cellule qui sont :

- le Document de travail, dénommé « Politique Economique et Développement » (PED) ;
- le Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) ; et
- la Lettre de Politique Economique (LPE).

Les trois supports de publication seront distribués aux institutions universitaires aussi bien qu'à des institutions non universitaires. Au nombre de ces dernières on peut citer les ministères techniques, les chambres consulaires, les partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux, les représentations diplomatiques.

Outre les études de l'année 2010, celles de 2011 seront éditées au fur et à mesure. Ainsi, il est prévu de publier 6 PED, 6 BUPED et 12 Lettres de Politique Economique au titre de l'année 2011.

En plus des supports traditionnels de publication, la CAPEC programme de publier, en 2011, l'ouvrage sur l'économie ivoirienne dont l'édition n'a pu être réalisée en 2010. Par ailleurs, elle continuera à mettre en ligne sur son site web les résultats de ses études et recherches.

2.3- FORMATION

L'activité de formation de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES comporte deux volets : la formation destinée aux personnels de la CAPEC (chercheurs et personnel d'appui) et celle en direction des cadres des institutions, des administrations publique, privée et de la société civile. Comme chaque année, la CAPEC organisera en 2011 des ateliers de renforcement des capacités pour les membres des institutions de la République (Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social, forces de sécurité et de défense), des collectivités locales (conseillers généraux, etc.), du secteur privé et de la société civile.

La formation des cadres de l'administration sera orientée en fonction des préoccupations des autorités ivoiriennes mais surtout en tenant compte du contexte de la situation post crise et de la reconstruction. Les chercheurs de la CAPEC seront associés à l'animation des différents ateliers de formation. Leur contribution concernera particulièrement le développement des aspects théoriques des thèmes de formation. En 2011, les ateliers de formation seront organisés, principalement, au profit des élus

(Députés, conseillers généraux, etc.), des conseillers économiques et sociaux dont les élections sont prévues être organisées avant fin décembre 2011.

Les thèmes de formation proposés pour l'année 2011 sont présentés ci-dessous :

Thème 1 : Mise en œuvre du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) : enjeux, contraintes et perspectives

L'objectif de cette formation qui s'adressera prioritairement aux Directeurs des Affaires Administratives et Financières (DAF) des Ministères est de les familiariser avec cet instrument de programmation et de maîtrise de la dépense. Le renforcement des capacités dans ce domaine leur permettra de mieux caler la programmation des dépenses sur un plan d'action cohérent avec la mise en œuvre de la politique macroéconomique.

Thème 2 : Gestion axée sur les résultats et indicateurs de performance

Cet atelier est programmé pour les cadres et gestionnaires responsables de la planification stratégique, du suivi-évaluation des projets/programmes. L'objectif de cette formation est de les amener à développer une perspective globale de gestion axée sur les résultats en mettant l'accent sur une démarche logique de planification et d'analyse et de leur montrer l'utilité des indicateurs dans la définition et le suivi de projet ou de programme.

Thème 3 : Règles de passation des marchés publics

L'atelier sera organisé à l'attention des Directeurs des Affaires Administratives et Financières des Ministères. Il peut être élargi aux responsables financiers des autres structures étatiques. La formation à ces techniques leur permettra d'être mieux outillés pour être efficace dans les appels d'offres.

Au total trois (3) ateliers de formation sont prévus, en 2011, pour les cadres de l'Administration, les élus, les autorités locales et la société civile. Trente deux (32) cadres seront formés par atelier, soit au total cent soixante (96) en 2011. L'animation des ateliers sera assurée par des consultants praticiens avec le concours des chercheurs de la CAPEC qui seront aussi fortement impliqués en tant que formateurs. En plus des ateliers à l'attention des cadres, un atelier sera organisé au profit du personnel de la CAPEC afin de disséminer le cadre logique des indicateurs de performance.

En plus des ateliers de formation traditionnellement organisés au profit des cadres des administrations publique et privée, les élus et la société civile, la CAPEC entend organiser des grandes conférences, sur des thèmes d'actualités d'importance nationale ou internationale, destinées à un large public. Elle prévoit organiser une (1) conférence de dialogue en 2011.

2.4- SEMINAIRES DE DISSEMINATION, FORUM, INTERFACE ET GOUVERNANCE

En 2011, une attention particulière sera accordée à l'organisation des séminaires de dissémination des résultats des études et des recherches. La CAPEC organisera un séminaire de dissémination. La restitution concernera les résultats des travaux des années 2010 et 2011.

Ces séminaires permettront de faire connaître les résultats des travaux de recherches de la CAPEC aux décideurs et au grand public des divers secteurs (administration, secteur privé, collectivités locales, ONG, Société Civile, etc.).

Des matériels de visibilité seront confectionnés et offerts en début d'année 2011 aux hauts responsables des administrations et aux partenaires pour accroître davantage la visibilité de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES.

Il est prévu d'organiser, en 2011, une réunion de dialogue avec les points focaux et un petit déjeuner de presse pour présenter le bilan des activités de la phase III du projet CAPEC.

Deux réunions statutaires du comité de pilotage sont prévues pour l'année 2011 en février et mars. Toutefois, une réunion extraordinaire pourra se tenir en cas de nécessité avant la clôture du projet.

2.5- ETUDES ET RECHERCHES A TITRE ONEREUX

La CAPEC est disposée à répondre aux appels d'offres de l'Administration et du secteur privé. Elle entend également participer aux différents appels d'offres nationaux et internationaux émanant d'autres organisations. La réalisation du plan de communication devrait lui permettre d'accroître sa visibilité et de saisir les opportunités que pourraient lui offrir l'Administration ivoirienne, les institutions et les organisations internationales.

2.6- CONSULTANCES

La Cellule peut solliciter des experts externes pour se prononcer sur des problèmes ponctuels d'actualité lorsque cela ne relève pas d'un domaine pour lequel elle dispose de spécialistes au plan interne. Par ailleurs, la Cellule a la possibilité de faire appel, chaque année, à des consultants pour un certain nombre d'études. A cet effet, un Fonds dit « Fonds d'études » est créé. Il permet ainsi de faire participer au programme d'activités de la CAPEC les chercheurs du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES), les enseignants de l'UFR des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Cocody, ceux de l'Ecole Nationale de la Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) et de l'Institut National Polytechnique Félix Houphouët Boigny (INPHB) de Yamoussoukro.

Dans le courant de l'année 2011, les consultants seront invités à soumettre des propositions de recherche sur des thèmes qui entrent dans le cadre des préoccupations actuelles des autorités ivoiriennes, entre autres, le développement durable, la reconstruction post crise, la relance de la croissance économique et la gouvernance.

Les thèmes des études à confier aux consultants seront définis sur la base des préoccupations exprimées par points focaux, le secteur privé et la société civile lors de l'atelier de dialogue de politique économique organisé en août 2010.

2.7- AUTRES ACTIVITES

En plus des activités classiques, d'autres activités seront réalisées dans le courant de l'année 2011. Il s'agit, entre autres, de :

- Collecte de données et renseignement des indicateurs de performance

- audits de la gestion du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 ;
- audit de la gestion du 1^{er} janvier au 30 novembre 2011.
- Activités sur les ressources propres
 - Missions de travail

2.8- RESULTATS ATTENDUS

Le programme d'activités 2011 devrait permettre de réaliser une partie des résultats attendus de la phase III du projet et qui sont inscrits dans le document projet. Les résultats attendus de l'exécution de ce programme d'activité sont récapitulés dans le tableau ci-après.

Résultats attendus du programme d'activités 2011

Activités		Résultats attendus
1	Etudes et recherches	<ul style="list-style-type: none">- Huit (8) Politique Economique et Développement (PED) ;- Huit (8) Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) ;- seize (16) Lettres de Politique Economique (LPE) ;
2	Publication	<ul style="list-style-type: none">- Publication de tous les PED, BUPED et LPE de 2010 et 2011
3	Formation	<ul style="list-style-type: none">- trois (3) ateliers organisés ;- Renforcement des capacités de 96 auditeurs ;- un atelier de formation pour le personnel de la CAPEC
4	Séminaire de dissémination, Forum, Interface, Gouvernance	<ul style="list-style-type: none">- organisation d'un (1) Séminaire de dissémination des résultats des études et recherches couplé avec le forum économique ;- Organisation d'une (1) conférence de dialogue ;- Organisation de deux (2) réunions ordinaires et une réunion extraordinaire du Comité de Pilotage.
5	Etudes et recherches à titres onéreux, Mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none">- participation aux appels d'offres pour des études et recherches à titre onéreux ;- Présentation des requêtes
6	Consultance	<ul style="list-style-type: none">- Le nombre sera déterminé en fonction des besoins
7	Autres activités	<ul style="list-style-type: none">- Faire auditer la gestion de la période de janvier à décembre 2010 ;- Faire auditer la gestion de la période de janvier à novembre 2011.

III- INDICATEURS DE PERFORMANCE ET RISQUES

3.1- INDICATEURS DE PERFORMANCE

Des indicateurs quantitatifs et qualitatifs seront utilisés pour mesurer la performance de la Cellule. Concernant les indicateurs quantitatifs, le nombre d'études prévu (8 PED, 8 BUPED et 16 LPE) et le nombre effectivement réalisé par les chercheurs et les consultants seront utilisés pour apprécier la performance de la Cellule (le pourcentage d'études réalisés). Cet indicateur quantitatif sera couplé avec

un indicateur qualitatif : l'appréciation de la qualité des travaux par les lecteurs et les bénéficiaires et l'applicabilité des résultats des travaux.

Le même indicateur quantitatif sera utilisé pour apprécier la performance de l'activité de formation : apprécier l'écart entre le nombre d'ateliers (3), et l'effectif des bénéficiaires (96) prévus dans le programme d'activité et les réalisations. Par ailleurs, la performance sera évaluée grâce aux résultats des traitements des fiches d'évaluation que les participants auront à remplir à la fin de chaque atelier de formation. On pourra ainsi avoir l'évaluation de la pertinence des thèmes proposés, la qualité de l'organisation et l'impact possible de la formation sur la performance des bénéficiaires.

Tout écart fera l'objet de justification.

L'évaluation des chercheurs se fera grâce à la fiche élaborée à cet effet. Il en est de même de celle du personnel d'appui.

3.2- RISQUES

L'année 2011 est une année post électorale (élections présidentielle et législatives). Il y a des risques possibles de perturbation qui peuvent contrarier la réalisation des activités prévues dans le délai imparti. Une telle situation obligera la CAPEC à apporter des modifications au programme d'activités initial mais avec l'accord préalable du Comité de Pilotage et celui de l'ACBF.

CONCLUSION

Le programme d'activité de la CAPEC au titre de l'année 2011 reprend l'essentiel des actions qu'elle compte réaliser pour accomplir les missions qui lui sont assignées. Il est prévu à travers ce programme de conduire huit (8) travaux d'études et recherches dans le cadre du programme interne de recherche de la CAPEC et de confier des études aux consultants extérieurs. Ces études et recherches feront l'objet de publications dans les différents supports habituels de la Cellule. Ces supports seront diffusés auprès des bénéficiaires traditionnels et nouveaux des études de la CAPEC. La formation étant un volet important de ses activités, notamment celle des cadres de l'administration, la CAPEC compte organiser en 2011 trois (3) ateliers de formation au bénéfice des cadres de l'Administration mais aussi au profit des élus, des forces de défense et de sécurité, de la société civile, etc. La cellule organisera également un séminaire de dissémination des résultats de ses recherches. Elle est disposée à conduire des études à titre onéreux sur demande de l'administration et des organisations internationales.

Le programme d'activité 2011 cadre avec le document projet et permet de réaliser une partie des activités du projet en termes de renforcement des capacités en relation avec les préoccupations des décideurs.